



# CFE-CGC France Télécom - Orange

Adresse postale : 12, rue Saint Amand  
75015 Paris

Tél : 01 40 45 53 23 - Fax : 01 40 45 51 57

E-mail : [secretariat@cfecgc-ft-orange.org](mailto:secretariat@cfecgc-ft-orange.org)

---

## **DECLARATION PREALABLE A LA REUNION DE NEGOCIATION NAO DU 12 AVRIL 2010**

La négociation salariale 2010 a eu lieu dans un contexte de crise sociale majeure. Malgré un discours en rupture, les actes de la direction de notre entreprise sont toujours orientés vers les marchés financiers

**Les propositions de la NAO 2010 sont largement insuffisantes**, et la méthode "marche avant, puis marche arrière", avec les moins 0,2% entre le 6 avril au matin et le 6 avril après-midi, est inacceptable !

**Nous réclamons une juste rémunération du travail** des personnels qui contribuent à la création des richesses de notre entreprise, et non de simples mesurette injustes et inéquitables !

Dans un contexte de refondation sociale, au-delà des clivages et du clientélisme, la CFE–CGC/UNSA vous demande un examen approfondi de ses revendications consistant à attribuer du pouvoir d'achat net pour tous les personnels :

- **Une augmentation générale pour tous les salariés cadres et non cadres** qui répercute à minima le niveau d'inflation réel afin de maintenir le pouvoir d'achat de tous
- **Une clause de révision**, pour éviter les éventuels risques de dégradation de pouvoir d'achat
- Une politique de prévoyance pour tous avec prise en charge globale par le groupe
- La réactualisation des avantages en nature (AVNA) qui sont désuets
- La prise en charge par l'entreprise de cotisations retraites supplémentaires pour tous
- L'attribution d'une indemnité de résidence pour tous
- Des mesures fortes, automatiques pour corriger les inégalités Femmes/hommes et professionnelles **par bandes** qui permettront un rattrapage des situations avec effet rétroactif au 1/1/2010
- La révision de tous les minima de la CCNT
- La revalorisation des minima et du Complément France Télécom pour tous (ceux des cadres seraient-ils tombés aux oubliettes ?)
- Plus aucun cadre ne doit être au dessous du seuil AGIRC de 120 points (seuil sécurité sociale) !
- Un rattrapage pour tous les salariés ayant un salaire inférieur au seuil de recrutement commun à chaque région, à niveau égal d'emploi
- Une véritable transparence sur les mesures managériales, la politique de promotion, les primes exceptionnelles, les salaires à l'embauche, la PVM et la PVV